

Conférence de presse " clandestine " chez TANGUY-PRIGENT

Il faut que la gauche française se solidarise avec les emprisonnés

UNE conférence de presse s'est tenue lundi dans la matinée au domicile de notre camarade Tanguy-Prigent, député du Finistère, devant une quarantaine de journalistes français et étrangers. Cette réunion avait pour but d'annoncer la création d'un Comité de soutien aux Français poursuivis pour avoir refusé de porter les armes contre le peuple algérien.

Présidait cette conférence, le professeur Godement, de la Sorbonne, entouré de Francis Jeanson, Noël Favrelière, J.-M. Domenach, J.-P. Sartre, Paul Teitgen, André Philip et nos camarades Tanguy-Prigent et Claude Bourdet.

« J'ai répondu à l'appel du comité déclara Francis Jeanson, car je pense que la situation est intolérable, tant au point de vue moral qu'au point de vue de la rationalité. Dans la France d'aujourd'hui si nous ne disons pas ce qu'il y a d'immonde, que même la raison d'Etat ne peut justifier, nous sommes disqualifiés. Nous avons fait en créant les réseaux de soutien, tout pour que la coopération soit possible un jour. Cette coopération que nous avons engagée dans des conditions spéciales, aujourd'hui cette coopération est à l'ordre du jour dans les milieux gouvernementaux. Nous faisons la politique officielle dans la clandestinité.

« Il reste neuf camarades emprisonnés, rappela Dominique Darbois, et je me sentirais déshonorée de ne pas tout faire pour qu'ils sortent. »

Enfin J.-P. Sartre annonça que les membres du Comité avaient organisé le retour en France d'un certain nombre d'exilés et qu'ils assurent dès maintenant leur hébergement. Puis il conclut : « Si la coopération existe, il faut en son nom libérer ces hommes. Il faut que toute la Gauche se solidarise avec les emprisonnés. »

Le Comité a diffusé le texte suivant :

L'Indépendance de l'Algérie, après sept ans

et demi d'une guerre atroce, est maintenant un fait acquis, ratifié par l'immense majorité des Français.

Or, un certain nombre de militants qui se sont engagés aux côtés du peuple algérien ou ont refusé de lui faire la guerre restent en prison, en exil, ou demeurent privés de leurs droits civiques. Il y a là une insoutenable contradiction.

Depuis plus de six mois de nombreuses démarches ont été entreprises auprès du gouvernement, des pétitions ont circulé signées par des représentants de toutes les tendances de gauche, pour obtenir la libération et la réhabilitation de ces militants.

S'il est vrai que quelques dizaines d'insoumis et de déserteurs ont été réincorporés, et qu'un certain nombre de membres des réseaux de soutien au F.L.N. sont sortis de prison, d'autres y demeurent, et politiquement le problème de leur réhabilitation reste entier.

En présence d'une situation aussi absurde et aussi injuste, les signataires du présent texte décident de se solidariser entièrement avec leurs camarades exilés ou détenus.

Pour manifester concrètement leur soutien, ils ont organisé le retour en France d'un certain nombre d'exilés et ils assurent dès maintenant leur hébergement.

Nos camarades trouveront auprès de chacun d'entre nous tous les appuis nécessaires jusqu'à leur totale réhabilitation.

Le problème se trouve désormais posé au grand jour, nous appelons les démocrates de ce pays à le résoudre

Ce texte porte plus de 250 signatures, éventail bien plus large que la déclaration des 121. Nous relevons les noms suivants : Arthur Adamov, Albert Soboul, Claude Bourdet, André Breton, François Chatelet, Danièle Delorme. Jean Bruhat, J.-M. Domenach, Gilles Martinet, Roger Godement, Pierre Hespel,

Lapoujade, Alain Resnais, Jérôme Lindon, J.-P. Sartre, Simone de Beauvoir, Jean-Pierre Vigier, Victor Leduc, P. Vidal-Naquet, Sine, F. Maspero, M. Nadeau, André-P. Vienot, Jean Dresch, J.-L. Bory, J.-P. Vernant, Daniel Guérin, J.-J. Mayou, etc.

Le P.S.U. qui était à la pointe du combat pour l'indépendance du peuple algérien et qui compte un grand nombre de ses membres parmi les signataires du texte, ne peut que saluer et soutenir cette initiative. Il est en effet

inadmissible que six mois après l'indépendance de l'Algérie, il y ait encore des Français emprisonnés pour avoir refusé de porter les armes contre le peuple algérien. Ces Français qui furent avant la lettre, les partisans de la coopération franco-algérienne.

Nous reprenons à notre compte la phrase de J.-P. Sartre, « il faut que toute la Gauche française se solidarise avec les emprisonnés. »

Dominique Laury